



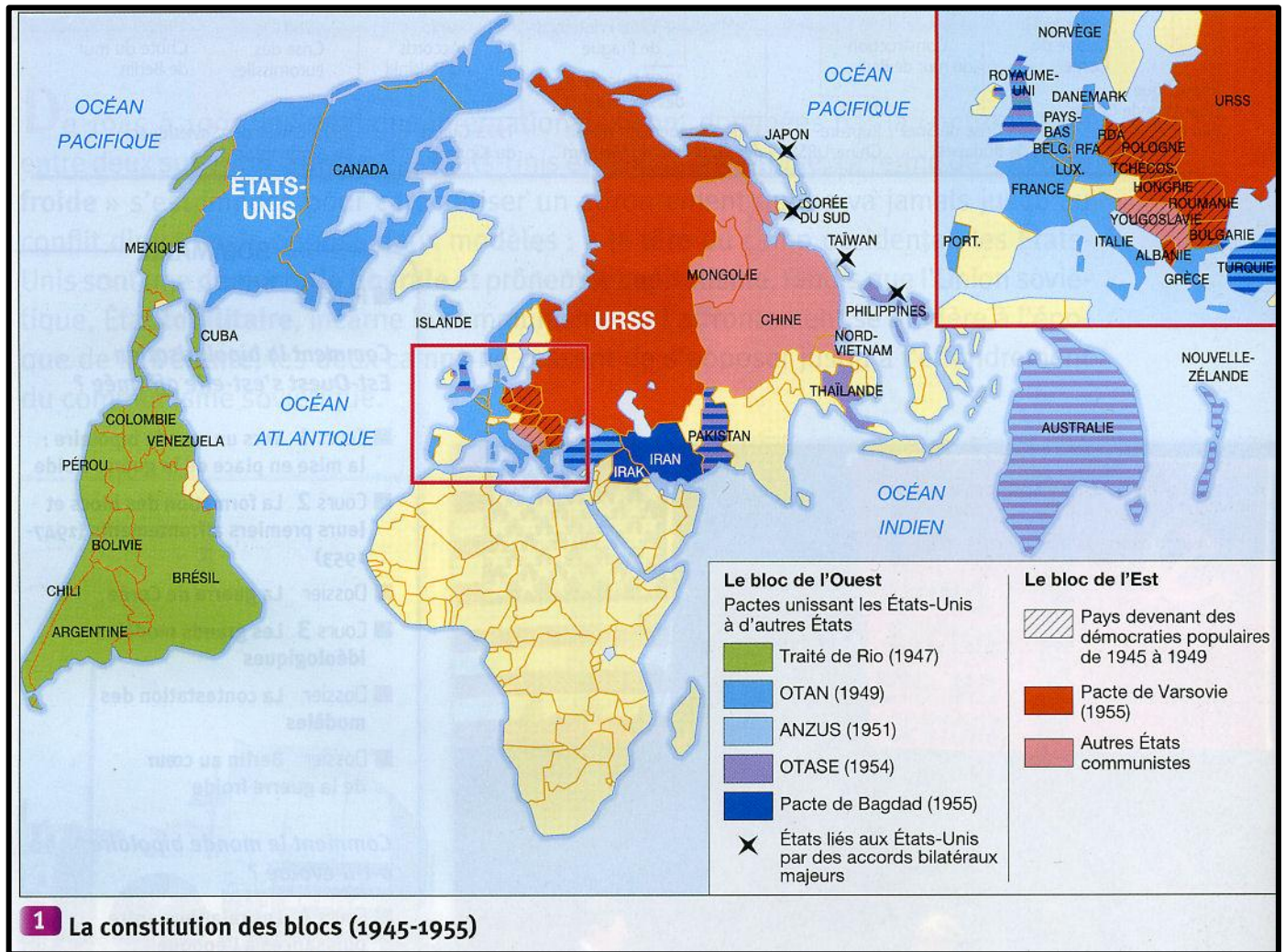
La course aux armements, tir de missile américain en 1959. Cette technologie, qui permet de transporter des charges nucléaires à des milliers de kilomètres, est l'un des grands enjeux de la rivalité entre Américains et Soviétiques.

GUERRE FROIDE ET RELATIONS INTERNATIONALES 1945-1991



L'engagement d'un artiste contre la guerre de Corée

Pablo Picasso, *Massacre en Corée*, huile sur contreplaqué (209,5 × 109,5 cm), 1951, Paris, musée Picasso.



Durant les années 1950-1960 : un monde bipolaire



Un monde bipolaire

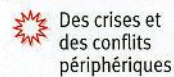
Le bloc de l'Ouest

1948 Traité de Rio	1951 Pacte de sécurité
1949 OTAN	1954 OTASE
1951 ANZUS	1955 Pacte de Bagdad

Le bloc de l'Est

1949-1960 La Chine alliée de l'URSS
1955 Pacte de Varsovie
1962 Accord avec Cuba

Des théâtres d'affrontement



L'émergence d'un 3^e monde (situation en 1964)

États issus de la décolonisation
États « non-alignés »
États neutres ou encore dépendants

Il a fallu cinq ans pour que, de la conférence de Yalta (1945) au déclenchement de la guerre de Corée (1950), le monde se trouve radicalement divisé entre deux camps : l'Est et l'Ouest. Autopsie de ces cinq années d'hésitations, d'erreurs, de calculs, mais aussi d'ignorance de l'adversaire et de convictions idéologiques profondément ancrées. Cinq années déterminantes, qui ont fini par rendre inévitable l'affrontement entre les deux "blocs".

L'une des caractéristiques de la guerre froide est qu'elle n'a pas débuté à une date précise. Jamais les processus de tension et d'escalade n'ont abouti à une déclaration officielle d'hostilité, mettant un terme à un état de paix.

On situe pourtant habituellement son commencement en 1947. Parce qu'en 1947, deux « doctrines » annoncent que le monde est irrémédiablement partagé en deux camps aux valeurs incompatibles : celle du président américain Harry Truman, énoncée le 12 mars, et celle de l'idéologue soviétique Andreï Jdanov, formulée à la fin du mois de septembre lors de la réunion fondatrice du Kominform. Il est clair désormais que les hostilités sont ouvertes.

C'est aussi en 1947 qu'aux États-Unis le terme de « *guerre froide* » commence à être employé. Le millionnaire Bernard Baruch, proche des instances gouvernementales américaines, fut le premier à utiliser publiquement l'expression dans une allocution prononcée en mars. Et, quelques semaines plus tard, le journaliste Walter Lippmann publiait une série d'articles, puis un livre, sous ce titre, afin de dénoncer les dangers de l'engrenage qui se mettait alors en marche. Comment expliquer la vogue de cette expression ? C'est que, aux États-Unis comme dans les États d'Europe occidentale, les dirigeants qui gardent l'espoir de maintenir des relations de confiance avec l'Union soviétique sont de moins en moins nombreux : on est conscient que le paysage international a changé.

En effet, les ambitions soviétiques en Méditerranée et au Moyen-Orient, prolongement des grands projets tsaristes, s'affichent de plus en plus clairement dans l'euphorie de la victoire. En outre, la puissance russe est durablement installée au cœur de l'Europe, comme elle l'était au lendemain des guerres napoléoniennes. A la faveur de son alliance avec Hitler, Staline a, entre 1939 et 1941, récupéré l'Est de la Pologne, les États Baltes et la Bessarabie. Roosevelt et Churchill ont confirmé ces annexions à la fin de l'année 1943, lors de la conférence de Téhéran : ils ont accepté (le premier, il est vrai, plus difficilement que le second) que l'URSS dispose après la guerre d'une sphère d'influence en Europe de l'Est. Pour prix de ses sacrifices, pour pallier son sentiment obsidional d'insécurité, et parce que, de toute façon, ses troupes s'y trouvaient au moment de la capitulation allemande. Mais cette sphère d'influence ne devait pas être exclusive, ni fermée par un « *rideau de fer* ».

Or, partout en Europe de l'Est, Soviétiques et communistes locaux agissent sans se soucier des réactions occidentales — même si Moscou donne parfois des conseils de modération tactique — la division du continent s'inscrit rapidement dans les faits. En dépit des promesses faites à Yalta en février 1945, la Pologne, clé de la sécurité soviétique, et dont les frontières furent décalées vers l'ouest par Staline, est l'une des premières à subir la loi d'airain communiste. Enfin, Moscou participe à l'occupation conjointe de l'Allemagne par les vainqueurs, en prenant en main la zone orientale ; la région de Königsberg est, quant à elle, annexée. Ainsi se constitue un empire qui, quoique improvisé par une Russie sortie ruinée du conflit, déséquilibre le rapport de forces en Europe.

En conséquence, à Londres, c'est au cours de l'hiver 1946-1947 que, dans les analyses du haut commandement militaire, la menace soviétique prend définitivement le pas sur la menace allemande : la décision de construire la bombe atomique est adoptée en janvier 1947. Même si la faiblesse financière du pays conduit à des renoncements qui, dans l'esprit des pionniers de la guerre froide, pourraient profiter aux Soviétiques : le départ prochain des troupes britanniques de Palestine, et surtout de Grèce, là même où pointe une nouvelle guerre civile entre les communistes soutenus par la Yougoslavie de Tito et la monarchie restaurée, est annoncé à la fin du mois de février. Il est vrai que, jusqu'au milieu de l'année, le ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, Ernest Bevin, a pensé que le dialogue avec Moscou pouvait reprendre. Cette illusion l'abandonne à l'automne.

C'est cette prise de conscience quasi généralisée d'un danger qui génère un discours d'affrontement. Le 12 mars 1947, dans une déclaration retentissante de dix-huit minutes prononcée devant le Congrès, le président Harry Truman, on l'a dit, présente son pays comme l'espoir du monde libre face au communisme. Et d'abord en Turquie et en Grèce, où les États-Unis prennent le relais des Britanniques à bout de ressources. Il fait désormais du terme « *totalitarisme* » le cœur du discours américain de guerre froide. Ce mot, employé dans les années 1930 à la fois pour qualifier l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, avait connu une éclipse durant l'alliance avec Moscou, mais avait resurgi dès 1944-1945 dans les discussions du Département d'État. Il sert à dénoncer une menace pour la civilisation. L'image de l'ennemi soviétique se superpose dès lors à celle des puissances totalitaires expansionnistes contre lesquelles le pays entier s'est battu durant quatre ans : on parle de « *fascisme rouge* ».

Une dramatisation nécessaire si l'on veut persuader l'opinion qu'il est indispensable de venir au secours d'un régime grec dont Washington connaît pourtant les limites et les erreurs. Il faut en outre vaincre les réticences du Congrès, dominé par les républicains depuis les élections de novembre 1946, à renoncer au traditionnel repli sur soi d'après-guerre et au conservatisme fiscal. Le projet américain (instaurer un monde démocratique, économiquement ouvert, donc pacifique) ne semble pas pouvoir aboutir par la simple irradiation du modèle national. "Ni par la mise en place d'institutions comme l'Organisation des Nations Unies, fondée le 26 juin 1945 par la charte de San Francisco, ou le Fonds monétaire international, créé en mars 1946 et entré en vigueur en mars 1947. Les États-Unis choisissent par conséquent de s'impliquer davantage et plus concrètement dans l'édification d'un nouvel ordre international. Et, comme l'expansionnisme soviétique et l'influence grandissante des communistes au sein des gouvernements européens semblent les principaux obstacles à ce projet, c'est en termes de défense que Washington justifie son engagement. Le président démocrate Truman utilise aussi le discours de guerre froide pour restaurer une image qui se dégrade fortement : à la fin de l'année 1946, il recueille, lors d'un sondage, moins d'un tiers d'opinions favorables. Surtout, des hommes politiques, mais aussi des organisations patriotiques, des milieux d'affaires, inquiets de l'agitation sociale croissante, des fondamentalistes religieux, commencent à utiliser le thème de la faiblesse de son parti, au pouvoir depuis 1932, face au communisme. Des personnalités catholiques dénoncent la passivité du gouvernement devant l'asservissement de la Pologne. Le président se doit de répondre : le 22 mars 1947 est promulgué le *Truman Loyalty Program*, visant à enquêter sur d'éventuelles infiltrations communistes dans l'administration. Une caractéristique de la guerre froide, la lutte contre les « *ennemis de l'intérieur* », s'organise ainsi, dans le prolongement de l'intolérance patriotique qui a présidé au conflit mondial. Enfin, c'est également en 1947 que commencent à se mettre en place aux États-Unis les institutions de guerre froide. En juillet est signé le *National Security Act* créant le Conseil national de sécurité, destiné à transmettre des avis au président, et la CIA (*Central Intelligence Agency*), le service de renseignements américain.

Pourtant, ce discours belliqueux ne correspond pas vraiment à la réalité de la politique d'« *endiguement* » (« *containment* ») qui prend corps autour du nouveau secrétaire d'État, le général George Marshall, entré en fonction en janvier 1947.

Pour celui-ci, il s'agit avant tout d'aider au redressement de l'Europe occidentale et du Japon, et de tenir le Moyen-Orient, dont le pétrole permettra ce redressement¹. Ainsi sera préservée la prépondérance américaine, et il suffira d'attendre que le monde soviétisé s'effondre du fait de ses propres carences. Apparaissent donc à la fois, en 1947, une stratégie réaliste et un discours de croisade qui rendra difficiles les compromis, et entraînera les États-Unis à agir dans le monde entier, dans la crainte de « *l'effet domino* » — théorie selon laquelle, si un pays tombe sous le joug communiste, son voisin suivra, etc.

L'événement majeur de l'année 1947, c'est sûrement l'incapacité des anciens Alliés à résoudre de concert le problème allemand. Cette question fondamentale, qui devait être gérée conjointement par les quatre occupants, semble désormais mener à une division du pays. En janvier s'est mise en place la bizonie anglo-américaine. En mars-avril, la conférence à quatre de Moscou, réunissant les ministres des Affaires étrangères de la France, de la Grande-Bretagne, des États-Unis et de l'URSS, se solde par un échec.

Les Américains, encouragés par les Britanniques et finalement soutenus par des Français résignés, sont formels : ils soutiendront le redressement économique de l'Ouest de l'Allemagne ; ils ne souscriront pas aux exigences soviétiques sur la production industrielle de la Ruhr. Moscou, quant à elle, semble tenir à l'unité allemande. Mais, sur le terrain, les choses ne sont pas si simples. Alors que le représentant soviétique dans la zone d'occupation, le colonel Tioulpanov, aiguillonné par des communistes allemands déterminés, prend des mesures qui mènent à la soviétisation de cette partie de l'Allemagne, le comportement barbare des soldats de Staline (notamment les innombrables viols qu'ils commettent), et le pillage systématique de la zone par les autorités militaires, entraînent une forte hostilité de la population locale à l'égard du modèle russe. En novembre, à Londres, la « *conférence de la dernière chance* » entre les quatre occupants ne donne aucun résultat. Voilà pourquoi Moscou s'efforce d'empêcher la mise en place d'un État ouest-allemand, que permettrait le plan Marshall. Et c'est précisément cette attitude hostile, débouchant, à partir du printemps 1948, sur le blocus de Berlin, qui accélère la création de la RFA, en 1949, et légitime son existence.

Le redressement économique d'une Europe ruinée par la guerre — redressement effectué grâce aux fonds américains — a, on le voit, joué un rôle déterminant dans le déclenchement de ce conflit larvé. Le 5 juin 1947, en effet, par l'annonce d'un plan d'aide aux Européens, le général Marshall a affirmé avec éclat l'engagement des États-Unis dans une Europe qui semble, vue de Washington, glisser dans le chaos — prélude au communisme... Aux côtés de Marshall, le sous-secrétaire d'État Dean Acheson a, durant tout le printemps, fait campagne à l'intérieur de l'appareil gouvernemental pour promouvoir l'intégration européenne comme moyen de résoudre la question allemande : la clé de la stabilisation semble bien être le relèvement du cœur industriel de l'Europe, l'Allemagne, et sa démocratisation. Le refus soviétique du plan Marshall, après une brève hésitation, et le raidissement consécutif de la politique de Moscou amèneront la partition de l'Europe.

C'est dans ce contexte que les alliances politiques forgées au cours de la guerre se défont dans chaque pays. Ainsi les communistes sont exclus des gouvernements en France, en Italie, en « Belgique. Ils entrent, après en avoir été sommés par Moscou, dans une opposition radicale et violente face aux régimes en place et face à l'influence américaine. A l'Est, dans le même temps, la répression s'accroît contre les non-communistes : en février 1948, avec le coup de Prague, les communistes prennent tout le pouvoir en Tchécoslovaquie.

N'oublions pas cependant que les conditions du coup de Prague sont en place dès 1947 : la domination communiste sur l'appareil de sécurité est établie. Et les rapports des services de renseignements tchèques affirment, à la fin de cette année 1947, que les chancelleries occidentales considèrent la Tchécoslovaquie comme déjà perdue pour le « monde libre ». Autrement dit, celui-ci n'entreprendra rien, en cas d'affrontement politique. Même si les exactions soviétiques à l'Est ont pesé dans la caractérisation de l'ennemi totalitaire, le but des diplomaties occidentales n'a jamais été de « *sauver* » les populations enfermées de l'autre côté du rideau de fer. L'Occident se jugeait impuissant face au refus soviétique d'organiser, conformément aux accords de Yalta, des élections libres dans la moitié de l'Europe contrôlée par l'Armée rouge.

Si Ton admet cette définition simple de la guerre froide qui est celle d'une bipolarisation de la scène internationale autour des deux grands, force est de constater que cette nouvelle géographie se dessine bien en 1947. C'est au printemps que les Français renoncent, à propos de l'Allemagne, à des positions qui n'étaient pas compatibles avec les projets britanniques et américains, et entrent dans le système de l'aide Marshall.

D'autre part, à la fin de l'année, on commence à évoquer la possibilité d'une garantie américaine concernant la sécurité des pays ouest-européens. Le gouvernement français, qui a résisté aux grèves insurrectionnelles de l'automne, évoque l'intérêt d'une concertation militaire qui l'associerait aux États-Unis et à la Grande-Bretagne. En décembre, après l'échec de la conférence de Londres sur l'Allemagne, l'Anglais Ernest Bevin se tourne vers Marshall pour mettre sur pied une défense commune face à la menace soviétique : voilà le premier jalon de ce qui deviendra l'Alliance atlantique.

L'Europe, cependant, n'est pas seule en cause. En Asie aussi, la guerre froide se dessine en 1947. Au Japon, la politique de l'occupant américain prend un tournant majeur : le processus de démocratisation est interrompu ; les syndicalistes sont exclus des ateliers, des « *militaristes* » et « *ultra-nationalistes* » reviennent dans la vie publique. Le conservateur pacifiste Yoshida comprend comment il peut utiliser la guerre froide pour pousser Washington à interrompre la politique réformiste du gouverneur MacArthur, dont les forces de gauche sont les principales bénéficiaires : la logique du gouvernement Truman est désormais de relever le Japon et d'assurer sa stabilité, afin d'empêcher l'Union soviétique de profiter de la poussée à gauche et des transformations progressistes que connaît le pays.

En Chine, c'est dans l'hiver 1946-1947 que le dirigeant nationaliste Chiang Kai-shek a choisi le soutien américain, forçant Staline, qui cherchait à ménager à la fois les nationalistes et les communistes, à prendre le parti de Mao Zedong, et celui-ci à opter pour la guerre plutôt que pour la négociation. Enfin, en Corée, l'entente avec Moscou est impossible ; dans la partie occupée par les Américains, ceux-ci doivent, pour garder leur crédibilité, cautionner un régime certes anticommuniste mais impopulaire.

Pour toutes ces raisons, 1947 est certainement l'année de la rupture de la Grande Alliance. L'année durant laquelle l'incompatibilité des valeurs et des intérêts propres aux deux camps éclate au grand jour. Elle marque aussi, d'une certaine façon, un point de non-retour. Les pratiques stalinienne s'opposent à l'établissement d'un ordre démocratique capitaliste. A l'inverse, l'extension de cet ordre serait une menace mortelle pour la dictature communiste. Chaque adversaire, conscient de cette rupture radicale, accepte désormais de mettre en œuvre des stratégies qui auront pour inévitable effet de durcir l'affrontement. L'option de la coopération cède définitivement devant la volonté d'assurer une sécurité absolue, qui ne peut que nourrir le sentiment d'insécurité de l'autre camp.

La question qu'il convient à présent de se poser est la suivante : cette Grande Alliance qui se rompt en 1947 était-elle autre chose qu'une simple trêve de quatre ans, imposée par les circonstances et pleine de tensions, au milieu de sept décennies de suspicion et d'hostilité entre l'Union soviétique et les pays capitalistes, qu'ils fussent fascistes ou démocratiques ?

Pour les Soviétiques, en effet, la guerre froide a vraiment commencé en 1917. Elle a d'ailleurs aussitôt dégénéré en un conflit classique, du fait de l'intervention armée des Alliés pour abattre le jeune gouvernement bolchevique. Cette thèse, véhiculée par la propagande stalinienne, ne prenait pas en compte, évidemment, les autres motivations de l'intervention (maintenir un second front contre l'Allemagne), le caractère hésitant et le plus souvent indirect des actions américaines, les ouvertures appuyées faites par Lénine aux États-Unis, enfin le fait que la guerre civile avait été menée par ce dernier avant tout pour éliminer les autres socialistes. Pour les dirigeants soviétiques, les différentes formes de coexistence pacifique expérimentées avec les puissances capitalistes ne changeaient rien à l'antagonisme fondamental entre les deux systèmes.

Aux États-Unis, la naissance du régime bolchevique en 1917 a fait naître la peur de se trouver manipulé et déstabilisé depuis l'étranger. Avec la Première Guerre mondiale s'était répandue une manière de lire l'environnement international en termes d'interdépendance structurelle : une atteinte à la civilisation, dans quelque point du monde que ce fût, risquait d'emporter l'univers entier dans le chaos. D'où la première grande vague de panique anticommuniste, qui surgit dès les années 1920, se nourrissant de la crainte d'un complot fomenté, à l'intérieur du pays, par un parti communiste effectivement aux ordres de Moscou.

Dans les années 1930, la place affichée de Staline au premier rang de la lutte antifasciste a détourné les attaques à rencontre de l'Union soviétique, reconnue par Roosevelt en 1933. En 1941, Américains et Soviétiques se retrouvent par nécessité dans le même camp. Cette Grande Alliance contre le péril brun, et la lutte héroïque des troupes soviétiques, alors que les Américains tardent à ouvrir un second front, suscitent l'indulgence de l'opinion américaine à l'égard de Moscou. En 1943 dans le populaire magazine *Life*, Lénine est considéré comme « *peut-être le plus grand homme de tous les temps* », et les Russes sont décrits comme des gens qu'« *à un degré remarquable ressemblent à des Américains, s'habillent comme des Américains et pensent comme des Américains* ».

Certes, les dirigeants américains de 1945 sont fondamentalement attachés aux valeurs d'autodétermination des peuples, de démocratie, et de liberté individuelle, au nom desquelles ils ont mené la guerre. Et à l'aune desquelles ils jugent l'ensemble des régimes arbitraires — celui du tsar, celui de Hitler, ou celui de Staline. Cependant, si ces hommes se dressent contre Moscou, ce n'est pas par pure conviction politique. C'est parce que l'histoire leur a enseigné qu'il existe un lien entre le despotisme et l'expansionnisme. Et parce qu'ils prennent conscience de la rivalité qui se dessine entre les deux grandes puissances de l'époque. En d'autres termes, la guerre froide commence vraiment lorsque, sur l'affrontement idéologique mis en veilleuse par la guerre, se greffe la rivalité géopolitique.

Les dirigeants de la puissance désormais prépondérante sont convaincus en 1945 que la sécurité de leur nation dépend d'un rapport de forces favorable en Eurasie, d'une économie mondiale ouverte et prospère, d'une sphère d'influence stratégique en Amérique latine. Et aussi d'un système élaboré de bases outre-mer, et du monopole américain sur l'arme atomique. Cette approche de la sécurité nationale s'articule sur une réflexion à long terme à propos du nouvel ordre international : la paix par la démocratisation et le libre-échange, la diffusion du modèle du capitalisme américain rénové par le New Deal. Quels sont les obstacles principaux à ces objectifs américains ? La dislocation socio-économique, le nationalisme révolutionnaire et les vides de pouvoir en Europe et en Asie, bien plus que les actions soviétiques. Mais la nouvelle puissance soviétique paraît — et c'est ce qui inquiète Washington — capable de profiter de ces dysfonctionnements.

De 1943 à 1946, ces inquiétudes existaient, mais la volonté de maintenir le dialogue l'emportait encore. Le tournant s'amorce en 1946. D'une part avec le raidissement des Anglais, griefs à l'égard de Moscou trouvent une oreille de plus en plus complaisante à Washington. D'autre part avec la volonté de plus en plus affirmée, dans l'entourage du président Truman, de se passer de l'URSS pour mettre en place l'ordre d'après-guerre, voire avec la certitude que la politique soviétique constitue désormais l'obstacle principal à cette mise en place.

Considérons d'abord le raidissement anglais. Il est incontestable que, du côté de Londres, on assiste à un engagement précoce dans l'hostilité à l'égard de l'Union soviétique : certains historiens britanniques, dits « *révisionnistes* », insistent davantage sur la responsabilité de leur pays dans la dégradation des relations de l'« Ouest » avec Moscou. Churchill s'est, dès 1943, inquiété de la progression des troupes soviétiques, notamment dans les Balkans. En 1946, des conversations secrètes commencent entre militaires britanniques et américains ; elles aboutiront à un accord sur la création de bases sur, la côte est de l'Angleterre, pouvant accueillir les bombardiers des Etats-Unis en cas d'urgence. Des discussions analogues ont lieu, un peu plus tard, à propos des bases anglaises du Moyen-Orient, qui pourraient servir en cas de troisième guerre mondiale.

Au total, en 1945, le Foreign Office est plus antiallemand qu'antisoviétique. En 1946, il s'inquiète surtout de l'expansion soviétique, et crée un comité spécial sur la Russie. En avril 1946, son chef, Christopher Warner, écrit : « *Le gouvernement soviétique, à la fois dans ses déclarations et ses agissements récents, a montré clairement qu'il s'est décidé à une politique agressive, fondée sur le communisme militant et le chauvinisme russe.* » Néanmoins, la thèse selon laquelle Londres aurait sonné le tocsin et entraîné les Etats-Unis dans la lutte antisoviétique dans le seul but de sauver son empire colonial est excessive : c'est son propre chef que l'administration américaine a considéré que la Grande Alliance avait pris fin.

Examinons donc, en second lieu, l'attitude de l'administration Truman. En la rupture lui apparaît inévitable dès 1946 et cela sans « *intervention* » particulière anglaise. Le célèbre discours de Fulton prononcé par Churchill en mars 1946, permet à Truman de faire partager à l'opinion publique américaine ses propres certitudes. En effet, en février, un attaché d'ambassade à Moscou encore peu connu, George Kennan, envoyé à Washington un long télégramme expliquant, à la lumière de l'histoire russe, le caractère inéluctable de l'hostilité de Moscou à l'égard de l'Ouest. Pour lui, l'URSS constituait une « *force politique fanatique, convaincue qu'il ne saurait y avoir d'accommodement durable avec les Etats-Unis* ». Cette analyse est venue justifier l'opinion des « *faucons* » de l'administration ; James Forrestal, le secrétaire à la Marine, s'empresse de la faire circuler.

Harry Truman n'est pas enclin à l'extrémisme. Il sait que la population américaine n'est pas prête à supporter le coût d'une remobilisation. Et l'aile gauche de son parti n'entend pas renoncer aux possibilités de dialogue avec Moscou. Dwight Eisenhower, chef d'état-major de l'armée, assure en juin au président : « *Je ne crois pas que les Rouges veulent la guerre. Que pourraient-ils gagner à un conflit armé ? Ils ont obtenu le maximum de ce qu'ils peuvent assimiler. De plus, ils n'ont ni forces aériennes stratégiques ni vraie marine.* » Mais, durant l'été, les pressions soviétiques sur la Turquie achèvent de faire passer Dean Acheson dans le camp des désabusés définitifs à l'égard de l'Union soviétique, alors qu'au printemps il envisageait encore des discussions sérieuses avec Staline sur l'arme nucléaire. En septembre, Henry Wallace, secrétaire au Commerce, et tête de file de la gauche du parti démocrate, doit démissionner après un discours qui critiquait l'évolution antisoviétique du gouvernement.

L'année 1947 voit donc des tensions, un temps contenues, se révéler. C'est l'aboutissement d'un processus qui s'était accéléré en 1946. Néanmoins, à l'Ouest, l'entrée en guerre froide n'est pas acceptée sans réticences. Réticences de nombre de responsables américains qui ne considèrent toujours pas d'un bon œil le nouvel engagement de leur pays en Europe. Réticences encore de Truman, qui se refuse à voir en Staline un monstre, et estime que s'il pouvait le rencontrer plus souvent, la plupart des difficultés disparaîtraient — il suspecte même que le dirigeant soviétique est « *prisonnier du Politburo* » ! Réticences aussi des gouvernants d'Europe occidentale, parce qu'une position trop hostile à l'Union soviétique risque d'amener celle-ci à la belligérance ouverte, alors même que l'on connaît les hésitations américaines à garantir la sécurité du Vieux Continent, et parce que le relèvement allemand inquiète. Réticences enfin, partout, d'une opinion avide de paix et préoccupée d'abord par la reconstruction et la vie quotidienne.

Il faudra donc des mois pour que l'Occident soit plongé dans la guerre froide. En 1948, des campagnes de dramatisation sont orchestrées par le pouvoir exécutif américain qui, en pleine année électorale, agite le danger d'une troisième guerre mondiale sans y croire lui-même à court terme. Un « *train de la liberté* » parcourt le pays : quatre millions de citoyens entendent des discours patriotiques et assistent à l'exhibition de la Constitution américaine et de la doctrine Truman. Tandis que les coups de force communistes de 1948, le coup de Prague et le blocus de Berlin attisent les peurs. Le plan Marshall est donc accepté en 1948 par les milieux d'affaires et le Congrès, persuadés que le non-engagement américain équivaldrait à un nouveau Munich et à une nouvelle crise économique.

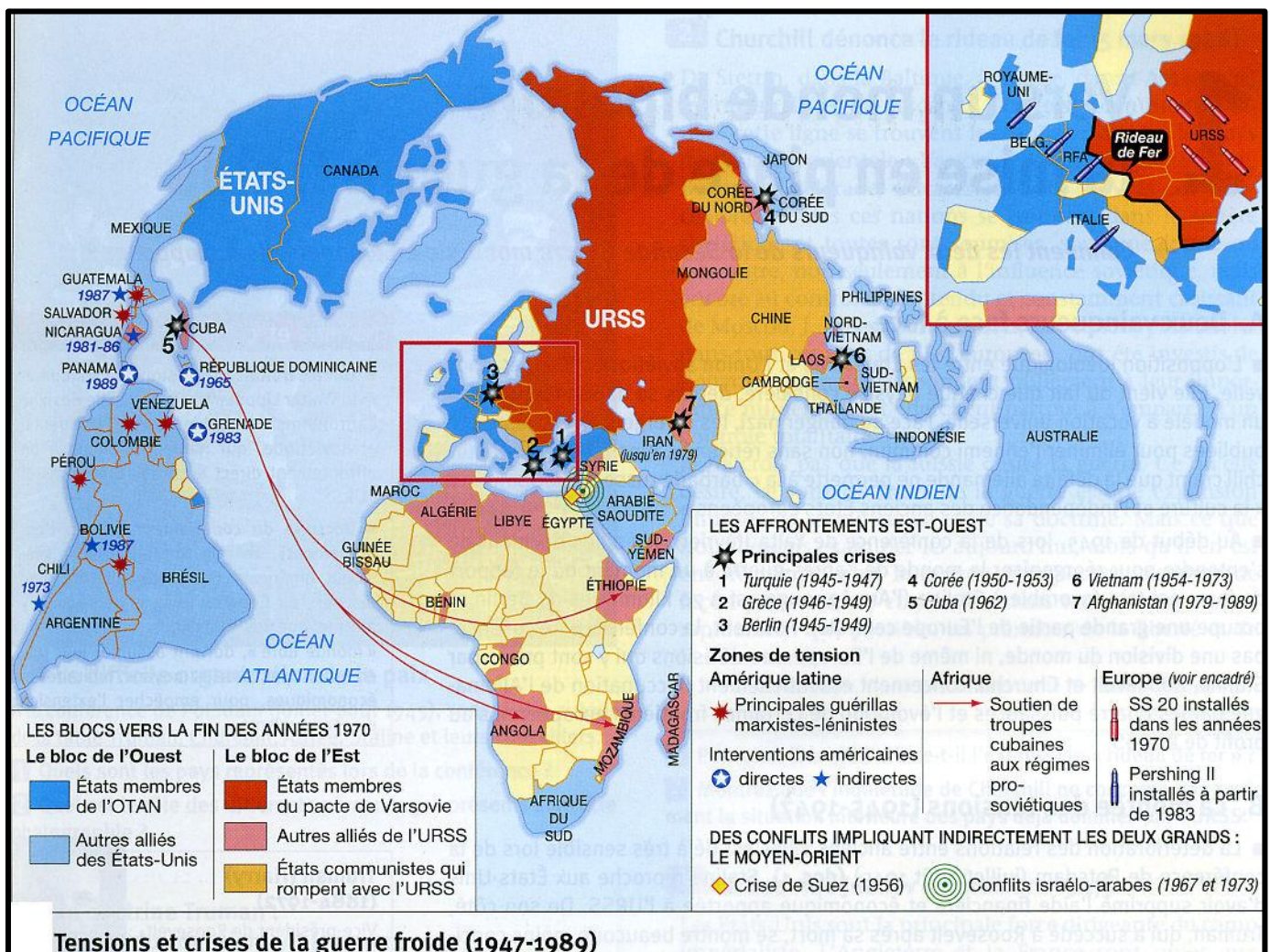
Au total, il n'a pas été facile d'accepter que les espoirs de paix durable se transforment en affrontement. Et il a été encore plus difficile de lancer, ou de relancer, une mobilisation massive qui inaugurerait un état de guerre — fût-elle froide. La première mission effective de la CIA sera de tenter d'empêcher la victoire communiste aux élections italiennes de 1948. La création d'une organisation internationale de la jeunesse, rivale de l'organisation communiste, date quant à elle de l'été 1949. Enfin, si les syndicalistes britanniques et américains se sont alarmés très tôt de l'emprise communiste sur le monde du travail, ce n'est qu'en 1949 que s'opère la scission au sein de la Fédération syndicale mondiale. Et la première coordination organisée des intellectuels pour contrer le monopole communiste n'intervient qu'en 1950, avec la naissance du Congrès pour la liberté de la culture, sous patronage germano-américain. Sa première réunion, qui a lieu symboliquement à Berlin, accueille des personnalités célèbres : les écrivains Arthur Koestler et Jules Romains, le résistant Henri Frenay, le militant pro-européen Denis de Rougemont... En outre, malgré la volonté américaine, affirmée dès 1946 d'utiliser l'arme économique pour freiner la communisation de l'Europe de l'Est, des échanges se sont poursuivis entre les deux Europe jusqu'à la fin de la décennie : le charbon polonais a aidé au relèvement de l'Europe de l'Ouest.

Mais c'est surtout la mobilisation armée qui a été lente. En 1948, les forces américaines ne sont pas prêtes pour un nouveau conflit. Le réarmement massif est consécutif aux chocs de la seconde moitié de l'année 1949, qui semblent remettre en question une stabilisation opérée par la création de l'Alliance atlantique (avril) et de la République fédérale d'Allemagne (mai). D'abord, le 29 août 1949, la première bombe atomique soviétique explose. Moscou voulait tenir cette nouvelle secrète, et nie lorsque Truman l'annonce au monde le 23 septembre. Car, si la mobilisation scientifique et industrielle, appuyée sur toutes les ressources de l'espionnage, a permis à Staline de relever le défi américain, cette annonce risque aussi, aux yeux des dirigeants soviétiques, de rendre le monde plus dangereux et les États-Unis plus agressifs. Ensuite, le 1^{er} octobre de la même année, Mao triomphe en Chine. Et des

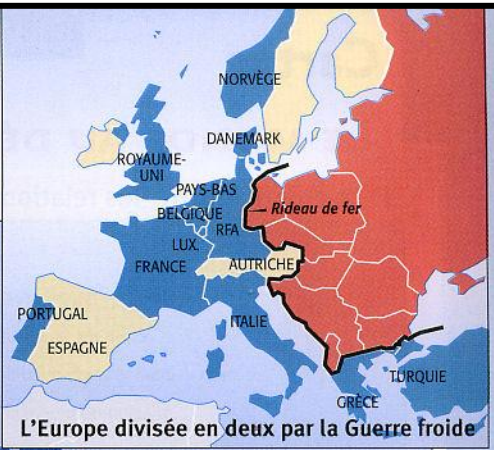
rumeurs d'offensive russe circulent, notamment celle, peut-être fondée, d'une opération militaire contre la Yougoslavie de Tito.

De ce fait, au début de l'année 1950, Truman donne son accord pour la construction de la bombe à hydrogène. Le document 68 du Conseil national de sécurité appelle à une vraie mobilisation armée contre un ennemi absolu et déterminé. Lorsque, avec le feu vert de Staline, la Corée du Nord envahit la Corée du Sud, sous protection américaine, le 25 juin 1950, la déclaration d'intention se transforme en politique. Les dépenses militaires bondissent, les réseaux d'alliances des États-Unis s'étendent à l'Asie, la défense de l'Europe se fait désormais sur l'Elbe, l'Alliance atlantique se dote d'une vraie organisation militaire, l'OTAN, l'impératif de réarmement des anciens vaincus devient pressant.

Ainsi, le refroidissement a été, après 1945, de plus en plus marqué entre l'Union soviétique et les démocraties. Ce phénomène n'était pas nouveau, les relations entre les deux « camps » ayant oscillé entre le froid et le tiède depuis 1917. Avec l'année 1947, il n'y a plus d'espoir de réchauffement : on est entré dans une ère de glaciation. Néanmoins, même si l'Union soviétique et les partis communistes ont, depuis l'origine, une stratégie de lutte contre leurs adversaires, on ne peut parler de guerre froide qu'à partir de 1950, lorsque l'affrontement se militarise, et qu'un véritable système de belligérance se met en place, tant sur le plan international qu'à l'intérieur des États.



L'encerclement américain vu d'URSS

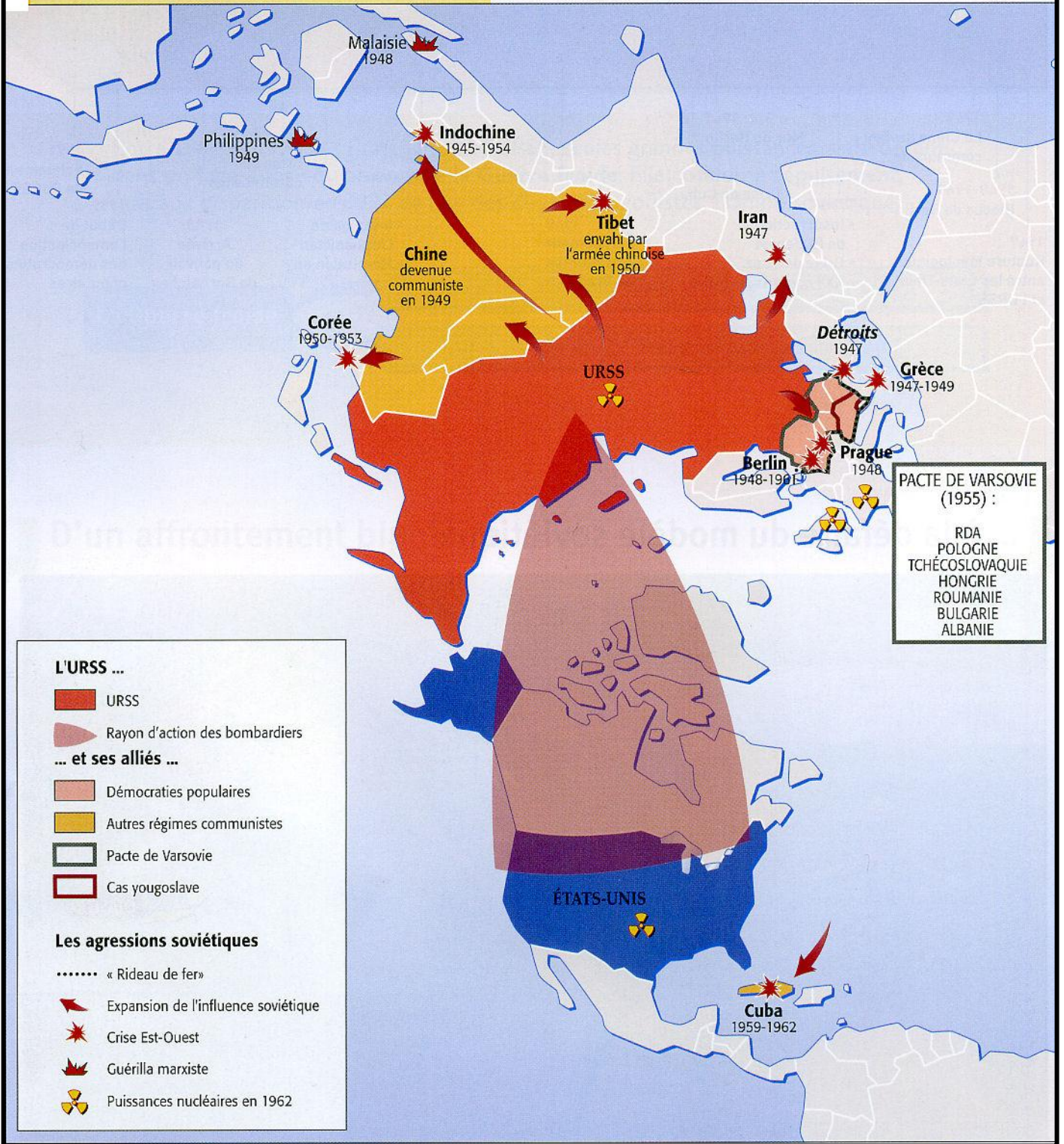


L'Europe divisée en deux par la Guerre froide

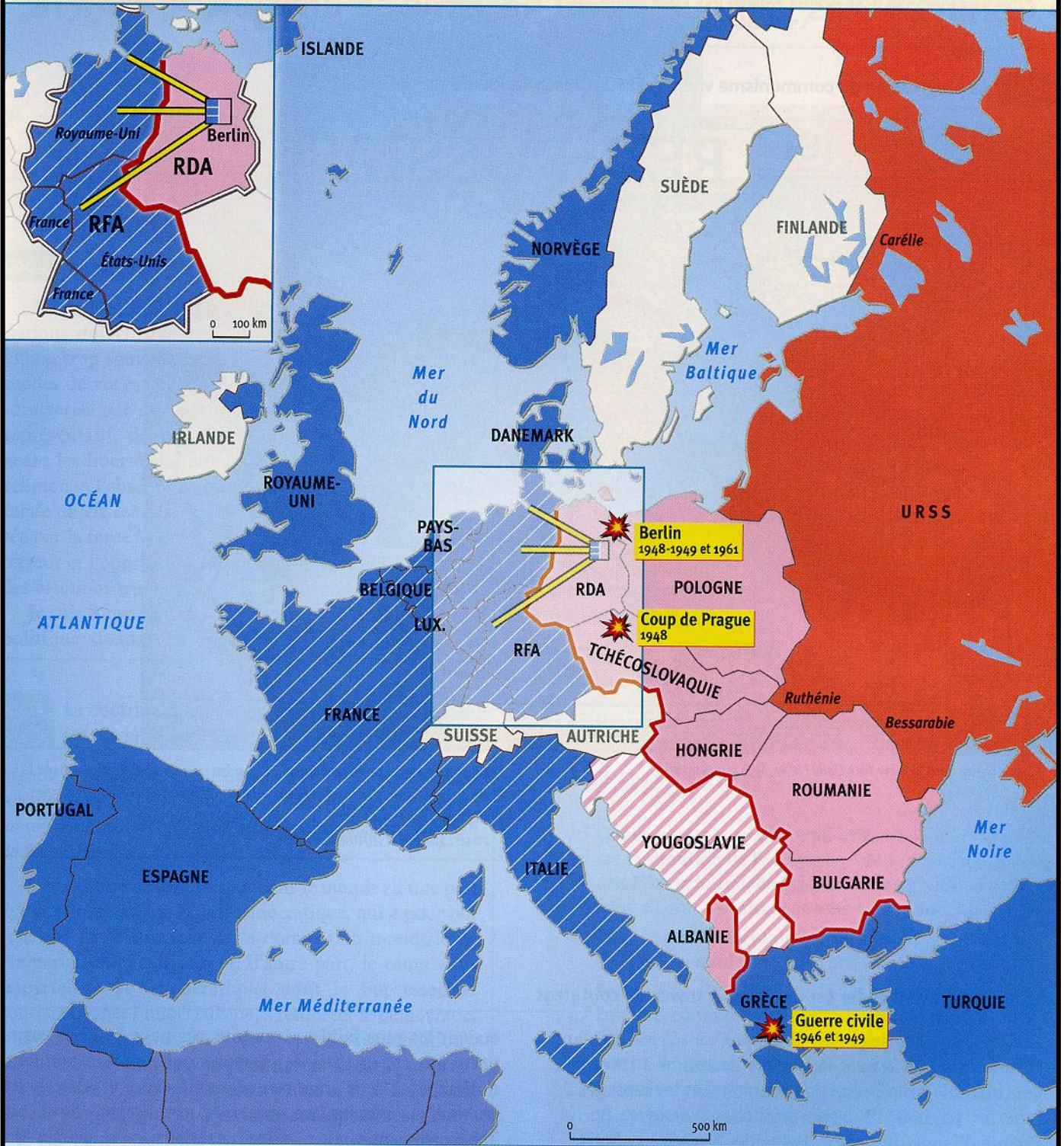


Les États-Unis et leurs alliés ...
Forces aéronavales	Pacte de Rio, 1947
Bases militaires	ANZUS, 1951
Rayon d'action des bombardiers	Pacte atlantique, 1949
Bloc soviétique	OTASE, 1954
Puissances nucléaires en 1962	Pacte de Bagdad, 1955
	Accords bilatéraux
	Aide financière

L'expansion soviétique vue des États-Unis



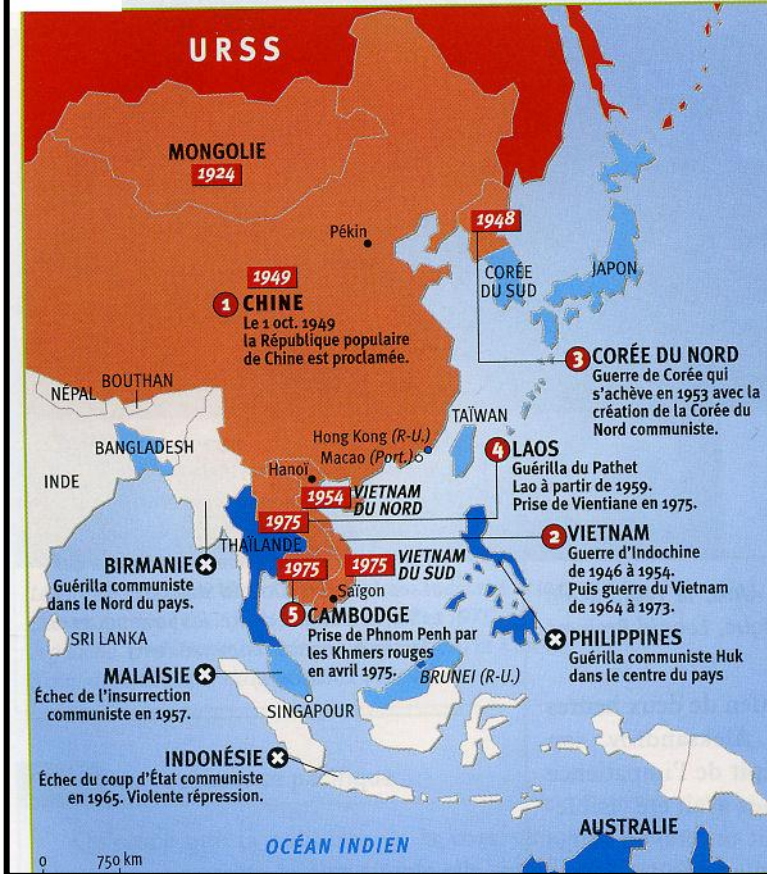
L'Europe de la Guerre froide



La coupure d'un continent en deux

L'Est	L'URSS en 1945	L'Ouest	Pays alliés des États-Unis, membres de l'Alliance atlantique	Pays neutres	Crises et conflits
	Pays alliés de l'URSS (membres du pacte de Varsovie et du CAEM)		Colonies françaises	« Rideau de fer »	Couloirs d'accès à Berlin
	Yougoslavie (non-alignée)		Membres fondateurs de la CECA (1951) et signataires du traité de Rome (1957)		Occupation quadripartite de Berlin

La Guerre froide en Asie



- 1954 Accords de Genève : fin de la guerre d'Indochine opposant la France à la république démocratique du Vietnam. Le Vietnam est divisé en deux au niveau du 17^e parallèle.
- 1955 Les États-Unis soutiennent le régime nationaliste du président sud-vietnamien, Ngô Dinh Diêm. Envoi des premiers conseillers militaires.
- 1960 Création au Sud-Vietnam du Front national pour la libération du Vietnam (appelé également Vietcong) rassemblant communistes et non-communistes opposés au régime de Ngô Dinh Diêm.
- 1965 Premiers bombardements américains sur le Vietnam du Nord. Débarquement des 1^{ers} soldats américains au Vietnam du Sud.
- 1967 Engagement maximal de l'armée américaine : 540 000 soldats au Vietnam.
- 1969
- 1968 Vaste offensive nord-vietnamienne (appelée offensive du Têt) sur les grandes villes du Sud-Vietnam.
- 1969 Les États-Unis retirent progressivement leurs troupes.
- 1972 Violents bombardements américains sur Hanoï et Haïphong. Rapprochement entre la Chine et les États-Unis.
- 1973 Accords de Paris : retrait américain.
- 1975 Victoire des communistes nord-vietnamiens qui prennent Saïgon et réunifient le Vietnam à leur profit.

Source : François Gél
Pourquoi les guerres
Larousse, 20

L'expansion du communisme

Pays devenus communistes

Les alliances pro-occidentales

Pays de l'OTASE (organisation du traité de l'Asie du Sud-Est)

Autres États pro-occidentaux

L'affrontement

La théorie des dominos

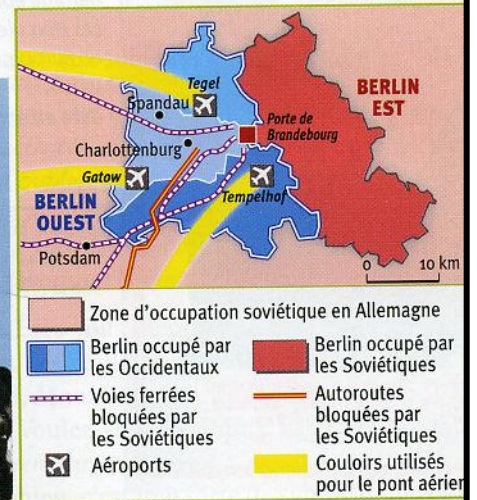
Échec de la prise de pouvoir par un régime communiste

Traités rassemblant les nations du monde occidental sous la tutelle des États-Unis

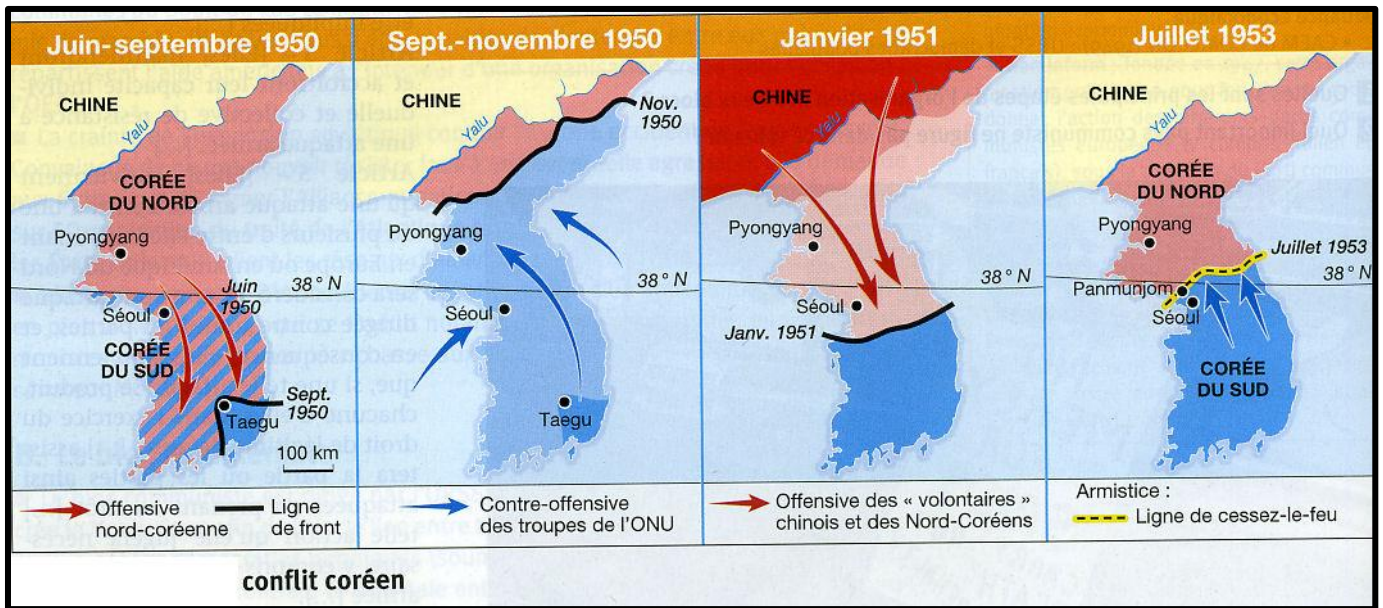
Nom du pacte ou de l'organisation	Date de création	Membres
Organisation des États américains (OEA)	1948	Aujourd'hui, l'OEA comprend toutes les nations d'Amérique sauf Cuba (suspendue en 1962) et la Guyane française.
Pacte Atlantique ou Alliance atlantique	1949	Membres fondateurs de l'OTAN : Canada, États-Unis, Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Danemark, Italie, Islande, Portugal, Norvège.
Complété par : Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	1950	Expansion : 1952 : Grèce, Turquie ; 1955 : RFA ; 1982 : Espagne. Aujourd'hui, l'OTAN compte 26 membres avec l'intégration progressive depuis 1999 de la plupart des pays d'Europe centrale et orientale.
Australia, New Zealand and United States (ANZUS)	1951	Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis.
Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE)	1954	Australie, France (jusqu'en 1965), Nouvelle-Zélande, Pakistan, Thaïlande, Philippines, Royaume-Uni, États-Unis.
Pacte de Bagdad	1955	Turquie, Irak (jusqu'en 1959), Iran, Pakistan, Royaume-Uni.
Central Treaty Organization (CENTO), après le retrait de l'Irak	1959	Pays représenté au comité militaire permanent : États-Unis

	Relations internationales	Conflits
Fin de la Seconde Guerre mondiale	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1945 (Janvier) : Libération du camp d'Auschwitz par l'Armée rouge ■ 1945 (Février) : Conférence et accords de Yalta ■ 1945 (Juin) : Naissance de l'ONU ■ 1945 (Juillet-Août) : Conférence de Potsdam ■ Nov. 1945-oct. 1946 : Procès de Nuremberg (jugement des criminels de guerre nazis) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1945 (8 mai) : Capitulation allemande ■ 1945 (6 et 9 Août) : Bombardements atomiques sur Hiroshima et Nagasaki ■ 1945 (2 septembre) : Capitulation japonaise
1947-1953 : Début et apogée de la guerre froide	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1946 (Mars) : « Rideau de fer » (discours de Churchill à Fulton) ■ 1947 (Janvier) : Unification des zones d'occupation occidentales en Allemagne ■ 1947 (Mars) : Doctrine Truman ■ 1947 (Juin) : Discours de Marshall à Harvard (plan Marshall) ■ 1947 (Septembre) : Doctrine Jdanov ■ 1947 (Octobre) : Naissance du GATT ■ 1947 (Novembre) : Plan de partage de la Palestine ■ 1948 (Mai) : Déclaration d'indépendance d'Israël ■ 1949 (Mai) : Naissance de la RFA ■ 1949 (Octobre) : Naissance de la RDA ■ 1949 (Octobre) : Naissance de la République populaire de Chine ■ 1950 : OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord) ■ 1952 : ANZUS (États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1946-1954 : Guerre d'Indochine ■ 1948-1949 : Première guerre israélo-arabe ■ 1948 (Juin) - 1949 (Mai) : Blocus de Berlin ■ 1949 : Bombe A soviétique ■ 1950-1953 : Guerre de Corée ■ 1952 : Bombe H américaine
1953-1962 : Coexistence pacifique	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1953 (Mars) : Mort de Staline ■ 1954 : OTASE (Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est) ■ 1954 (Octobre) : Intégration de la RFA dans l'OTAN ■ 1955 : Pacte de Bagdad ■ 1955 : Pacte de Varsovie ■ 1957 : Premier satellite artificiel soviétique (Spoutnik) ■ 1961 : Premier vol spatial habité (Gagarine) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1953 : Bombe H soviétique ■ 1954 : Premier sous-marin nucléaire américain ■ 1954-1962 : Guerre d'Algérie ■ 1956 (Oct.) : Crise de Suez, Deuxième guerre israélo-arabe ■ 1956 (Oct.-nov.) : Crise de Budapest ■ 1961 (Août) : Construction du mur de Berlin
1962-1975 : Détente	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1962 : Rupture Chine-URSS ■ 1967 : ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) ■ 1968 : Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ■ 1969 : Premiers pas sur la Lune ■ 1971 : Suspension de la convertibilité du dollar en or ■ 1972 : Accords SALT 1 (gel des armements stratégiques) ■ 1973 : Premier choc pétrolier 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1962 : Crise de Cuba ■ 1964-1973 : Guerre du Viêtnam ■ 1967 : Guerre des Six-Jours ■ 1968 (Janv.-août) : Printemps de Prague ■ 1973 : Guerre du Kippour
1975-1985 : « Guerre fraîche »	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1975 : Accords d'Helsinki (conférence sur la sécurité en Europe) ■ 1978 : Accords de Camp David (Israël-Égypte) ■ 1979 : Révolution en Iran ■ 1979 : Deuxième choc pétrolier ■ 1983 : Lancement de l'Initiative de défense stratégique (IDS ou « guerre des étoiles ») 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1975 : Intervention soviéto-cubaine en Angola et au Mozambique ■ 1977 : Installation de SS20 en Europe de l'Est ■ 1979 : Invasion de l'Afghanistan par les soviétiques ■ 1980-1988 : Guerre Iran-Irak ■ 1983 : Déploiement de missiles Pershing en Europe de l'Ouest
1985-1991 : Détente et fin de la guerre froide	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1985 : Arrivée de Gorbatchev au pouvoir en URSS ■ 1987 : Traité de Washington sur les euromissiles (désarmement) ■ 1987 : Krach boursier ■ 1989 : Chute du mur de Berlin ■ 1990 : G.H. Bush annonce un « nouvel ordre mondial » ■ 1990 : Réunification de l'Allemagne ■ 1991 : Dissolution de l'URSS ■ 1991 : Accord START 1 (désarmement) 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1987-1991 : Première Intifada (Territoires palestiniens) ■ 1991 : Première guerre du Golfe ■ 1991-1995 : Guerre en ex-Yougoslavie
Depuis 1991 : Vers un « nouvel ordre mondial » ?	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1993 : Accords START 2 (désarmement) ■ 1993 : Accords d'Oslo et de Washington pour le règlement du conflit israélo-palestinien ■ 1995 : L'OMC succède au GATT ■ 1996 : Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) ■ 1997 : Protocole de Kyoto sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre ■ 1998 : Création de la Cour pénale internationale ■ 2006 : Essai nucléaire nord-coréen 	<ul style="list-style-type: none"> ■ 1994 : Génocide au Rwanda ■ 1999 : Intervention de l'OTAN au Kosovo ■ 2000 : Deuxième Intifada ■ 2001 (11 septembre) : Attentats terroristes de New York et Washington ■ 2001 : Guerre contre les Talibans (Afghanistan) ■ 2003 : Deuxième guerre du Golfe ■ 2004 : Attentats terroristes à Madrid

Le blocus de Berlin (juin 1948-mai 1949)



En réponse aux premières mesures de rapprochement des zones occidentales d'occupation en Allemagne, Staline fait fermer le 24 juin 1948, les accès terrestres à Berlin-Ouest occupée par les Occidentaux. Les Anglo-américains répondent en organisant un ravitaillement par avions-cargos jusqu'à la levée du blocus.



2 Aux origines du mur, les autorités de RDA

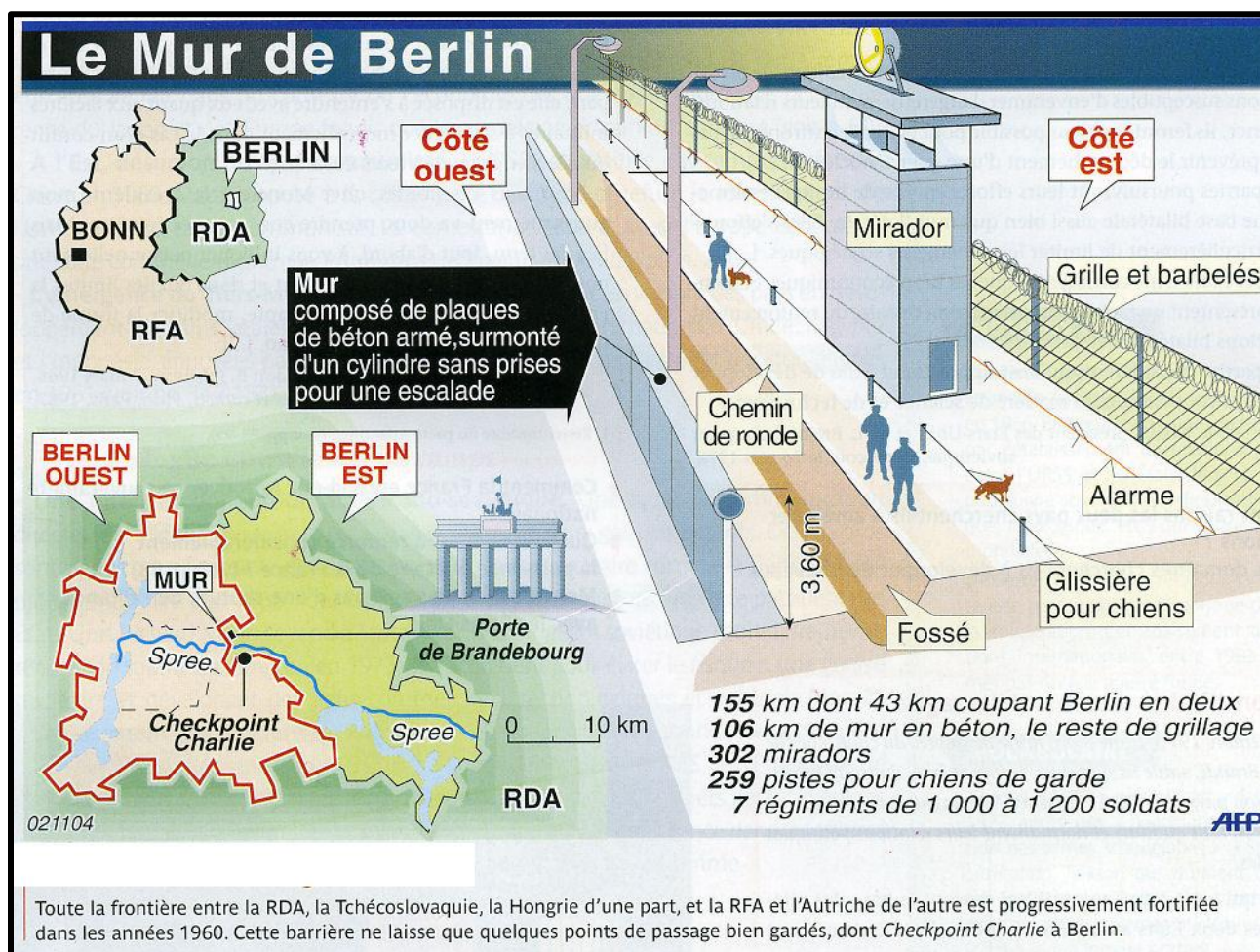
Pour mettre un terme aux activités hostiles des forces revanchardes et militaristes de l'Allemagne de l'Ouest et de Berlin-Ouest, un système de contrôle semblable à ceux qui sont habituellement en vigueur aux frontières de tous les États souverains sera mis en place aux frontières de la République démocratique allemande, y compris à la frontière des secteurs occidentaux du « Grand Berlin ».

Des mesures de sauvegarde devront être prises et des contrôles efficaces devront être effectués aux limites de Berlin-Ouest pour fermer la route aux activités subversives. Les citoyens de la République démocratique allemande ne pourront franchir ces frontières qu'avec une permission spéciale.

Jusqu'à ce que Berlin-Ouest soit devenue une ville libre, neutre et démilitarisée, les citoyens de la capitale de la République démocratique allemande devront avoir un permis spécial pour franchir la frontière de Berlin-Ouest.

Les civils de Berlin-Ouest peuvent se rendre dans la capitale de la République démocratique allemande (Berlin démocratique) en présentant leurs cartes d'identité de Berlin-Ouest. Les politiciens revanchards et les agents du militarisme ouest-allemand ne sont pas autorisés à entrer sur le territoire de la capitale de la RDA (Berlin démocratique).

Décret du gouvernement de la RDA, nuit du 12 au 13 août 1961.



■ Dans la nuit du 12 au 13 août 1961 débute à Berlin la construction d'une clôture séparant les zones d'occupation occidentales et la zone d'occupation soviétique. Il n'est bientôt plus possible de quitter l'Allemagne de l'Est sans autorisation.

■ La RDA et l'URSS veulent ainsi mettre un terme à l'exode massif de la population est-allemande vers l'Ouest. Entre 1949 et 1961, près de trois millions de réfugiés ont en effet gagné l'Ouest en profitant du statut quadripartite de Berlin garantissant une libre circulation entre les zones américaine, britannique et française. Les protestations des Occidentaux contre ce « mur de la honte » n'empêchent pas l'achèvement et le renforcement de cette frontière, qui symbolise désormais la guerre froide. Elle n'est démantelée qu'en 1989.

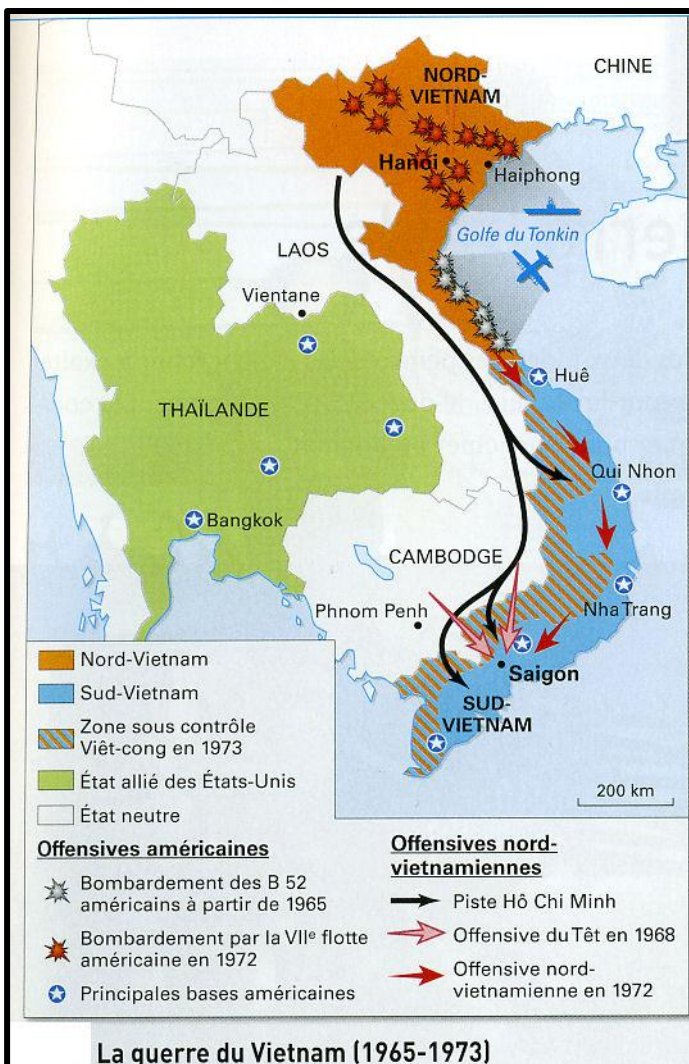
En 1959, Fidel Castro, un jeune avocat nationaliste, s'empare du pouvoir à Cuba. Il met en place un régime autoritaire et socialiste que les États-Unis cherchent à déstabiliser. Castro s'appuie alors sur l'Union soviétique qui installe en octobre 1962 des missiles nucléaires sur l'île de Cuba, menaçant le territoire américain.

Chronologie

- 14 octobre 1962** : Survol de Cuba par un avion U2 : premières photographies des installations de missiles nucléaires soviétiques.
- 22 octobre 1962** : Le président Kennedy exige le retrait des missiles soviétiques et met en place le blocus de Cuba.
- 23 octobre 1962** : Les forces de l'OTAN sont placées en alerte maximum.
- 27 octobre 1962** : Khroutchev propose de retirer ses fusées en échange du démantèlement des missiles Jupiter installés en Turquie et de la promesse américaine de ne pas envahir Cuba.
- 2 novembre 1962** : Début du démantèlement des fusées soviétiques à Cuba.
- 5 août 1963** : Accord entre les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine pour l'arrêt des essais nucléaires.
- 30 août 1963** : Mise en place du « téléphone rouge », ligne directe entre les dirigeants américain et soviétique.
- Octobre 1964** : Chute de Khroutchev.

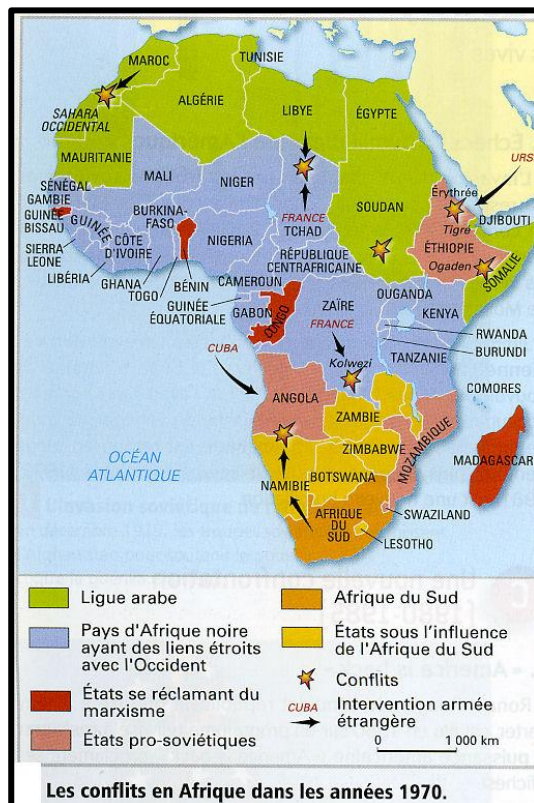
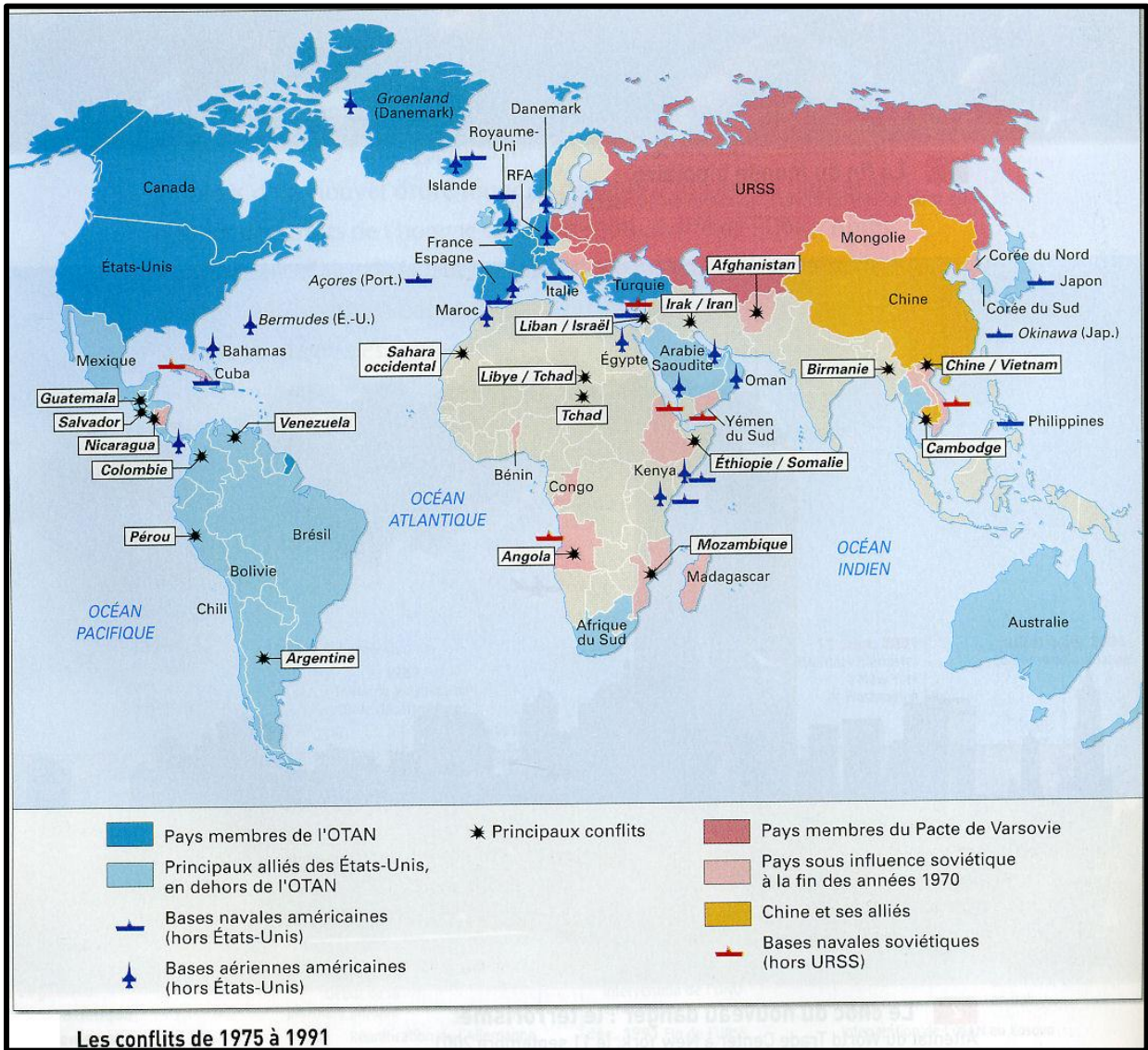


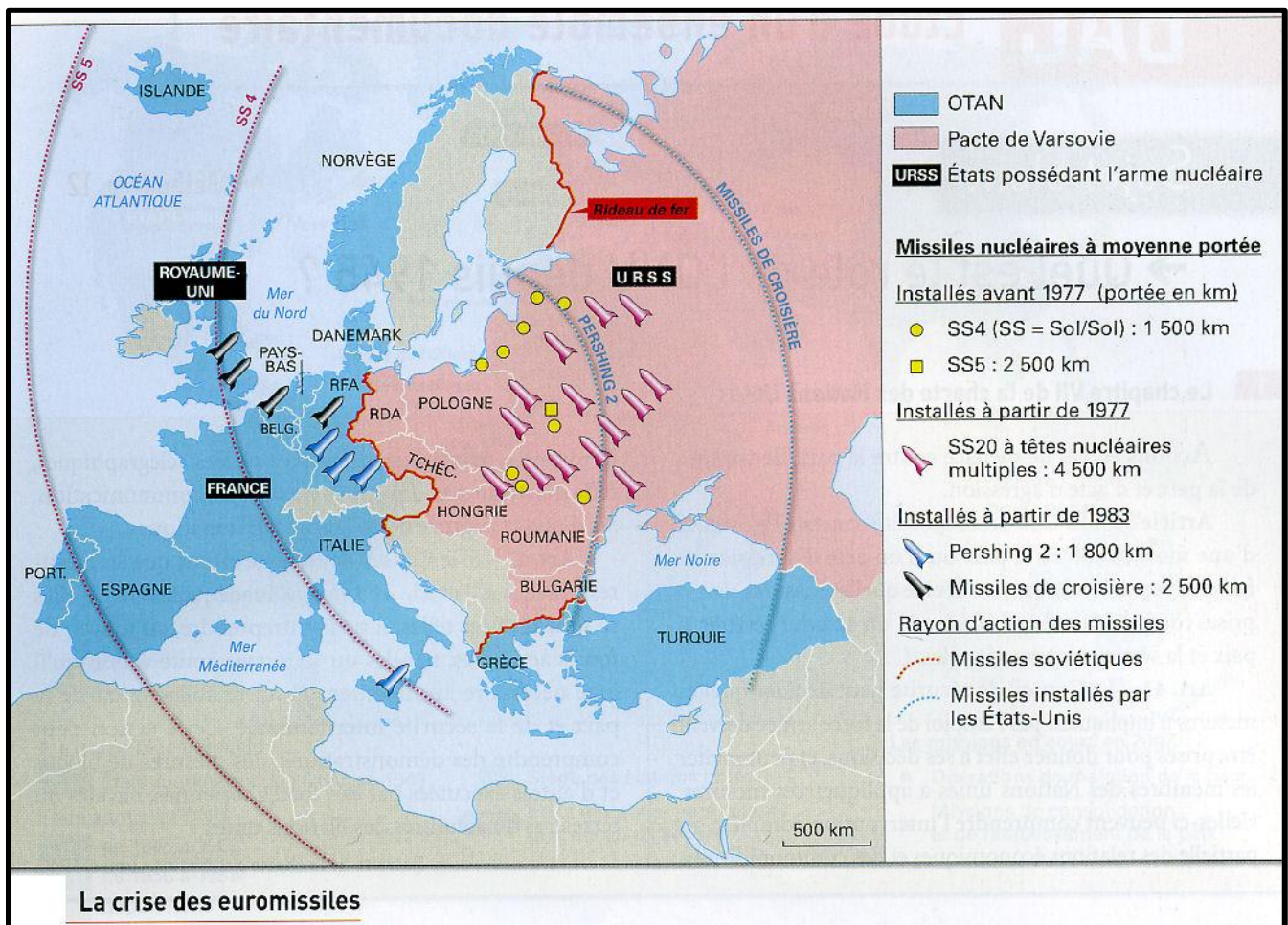
L'importance stratégique de l'île de Cuba



L'usage du napalm au Vietnam, 1972

Les forces américaines viennent de bombarder au napalm un village suspecté d'aider le Viêt-cong. La photographie eut un fort retentissement sur l'opinion publique américaine : la petite fille de 9 ans qui est nue avait arraché ses vêtements en flammes couverts de napalm pour courir et sauver sa vie. Photographie de Nick Ut, Trang Bang, 8 juin 1972.





« La guerre est finie... »

Michel Winock, *L'Histoire*, n°209, avril 1997

La guerre froide n'a vraiment pris fin qu'avec l'effondrement du mur de Berlin, en 1989. Et l'implosion de l'URSS. Dans ce duel de géants qui dura trois quarts de siècle, l'affrontement Staline-Truman de 1947 ne fut qu'un tournant. La révélation, à la face du monde, que le neutralisme était impossible, et qu'il fallait choisir son camp.

La guerre est finie. Une guerre froide, certes, mais pleine du danger de destruction planétaire. Cinquante ans après ses débuts supposés, on s'interroge sur l'implacable engrenage qui l'a rendue inévitable. [...] Il s'est agi d'un processus qui s'étend sur plusieurs années, de 1945 à 1950, plutôt que d'une cassure nette, fatale, qui aurait eu lieu en 1947. Plus profondément, ses causes remontent à la révolution léniniste elle-même.

Pour Lénine, la révolution en Russie n'était qu'une étape, une « étincelle » qui devait embraser l'Europe, puis le monde. Le régime soviétique, jusqu'à Staline, n'a jamais envisagé un autre scénario que l'effondrement du capitalisme. En 1919, lorsqu'il met en place l'Internationale communiste (IC), Lénine le rappelle : « *D'ici peu de temps, nous verrons la victoire du communisme dans le monde entier, nous verrons la fondation de la République fédérative des soviets.* » Lénine n'a jamais conçu la révolution que mondiale. Du moins à terme.

Une fois avéré l'échec d'une révolution immédiate en Europe, Staline, successeur de Lénine, a développé la thèse du « *socialisme dans un seul pays* ». Il n'en réaffirmait pas moins les objectifs mondiaux de la révolution : « *Incontestablement [...] notre révolution est une partie de la révolution mondiale, la base et l'instrument du mouvement révolutionnaire mondial.* » Cet objectif a été occulté entre les deux guerres par la position défensive de l'URSS. L'impératif pour Staline a été la défense extérieure de l'Union soviétique, lui permettant de socialiser l'économie, de collectiviser les campagnes, et d'assurer son pouvoir personnel et absolu sur le pays. A cet effet, les partis communistes nationaux furent moins

destinés à faire la révolution dans leur propre pays qu'à contribuer de leur mieux à la défense politique, diplomatique et militaire de la «*patrie du socialisme* ».

Cette défense de l'URSS a pris les multiples formes des campagnes «*pour la paix*». Elle induisait aussi une diplomatie d'alliances. Pour Staline, une démocratie bourgeoise ne se distinguait d'un régime fasciste que par des différences formelles : l'une et l'autre étaient des figures du capitalisme ennemi. Il pouvait néanmoins se servir de leurs contradictions. Il s'avisa du danger nazi au début de 1934, ce qui l'entraîna à se rapprocher des démocraties occidentales (pacte franco-soviétique en 1935) et à préconiser la ligne des fronts populaires antifascistes (ratifiée par le VII^e Congrès de l'IC en 1935). Quand il juge, après les accords de Munich, en 1938, que les ambitions allemandes risquent de se reporter vers l'Est, il préfère signer le pacte germano-soviétique (août 1939). Tant pis pour l'antifascisme !

Le pacte avec Hitler a permis à Staline de faire entrer la «*révolution léniniste*» dans une phase offensive, sous la houlette de l'Armée rouge. Récupération de la partie orientale de la Pologne, des États Baltes, neutralisation de la Finlande,... Après tout, ces territoires avaient fait partie jadis de l'empire des tsars ! Puis, en 1941, le pacte fut rompu, et bientôt les troupes allemandes soumises à rude épreuve devant Stalingrad (1943). Ce fut le début d'un nouvel expansionnisme soviétique. On en vint alors à parler de guerre froide, parce que, pour la première fois depuis l'épisode polonais de 1920, la patrie du communisme gagnait du terrain nettement au-delà de ses frontières historiques.

Staline se trouva donc en position de force en Europe, du fait de l'avancée de l'Armée rouge très loin vers l'Ouest, en 1945. Plus renard que lion, il n'envisagea nullement la révolution mondiale comme Lénine l'avait fait en son temps : c'est dans une perspective défensive, toujours, qu'il mène, pourrait-on dire, son offensive, construire autour de l'URSS un glacis protecteur, ne plus être à la merci des attaques éventuelles venues d'Allemagne ou d'une autre puissance occidentale, telle est sa politique européenne. Intégrer les démocraties populaires ou les pays en passe de le devenir par l'idéologie d'État, en faire des vassaux, et éventuellement des colonies utiles à la reconstruction de l'URSS, tandis que les partis communistes occidentaux feront diversion en entretenant l'agitation dans leur pays : la démarche est toujours marquée d'une extrême prudence.

Ces pas de géant en Europe, l'impossibilité de régler à l'amiable le problème allemand, les troubles au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est alertent nécessairement la diplomatie américaine et britannique. En France, Raymond Aron est un des rares observateurs des relations internationales à voir clair : dès le 5 juillet 1947, quelques jours après l'échec de la conférence de Paris, où les anciens alliés avaient consommé leur désaccord sur la question allemande, il annonçait dans *Le Figaro* la fin des illusions. Il fallait reconnaître que, «*pour quelques mois ou quelques années, le rideau de fer séparerait] deux univers* ».

L'Amérique, devenue première puissance mondiale, sortie malgré elle de son isolationnisme, prenait conscience d'une menace réelle et se prononça pour l' «*endiguement*». C'est à elle, plus qu'à l'Europe exsangue, que revenait la responsabilité de préserver la liberté du monde occidental. Nouveauté par rapport à l'entre-deux-guerres : ni la France ni même le Royaume-Uni n'étaient en mesure de l'assurer.

La conscience d'une opposition fondamentale entre le régime totalitaire et les régimes libéraux ne fut pas immédiate. Certains, en Europe occidentale, vécurent l'illusion du neutralisme, du non-alignement, du refus de prendre parti. Il fallait pourtant qu'on fût d'un camp ou de l'autre : il n'y avait pas de moyen terme, de troisième voie, de position «*au-dessus de la mêlée*». D'aucuns s'imaginèrent que la guerre froide avait pris fin en 1962-1963, après la «*crise des fusées* » et les premiers accords américano-soviétiques. Mais, au début des années 1980, l'URSS était en Afghanistan, elle avançait ses pions en Afrique, elle soutenait Cuba... On redouta alors un mouvement d'enveloppement du monde libre par le Sud, on parla d'«*hégémonie soviétique* ».

C'est seulement l'effondrement du mur de Berlin puis l'implosion du régime soviétique qui ont sanctionné la fin de cette «*paix belliqueuse* ». Le duel Est-Ouest avait duré plus de soixante-dix ans : la guerre froide, *stricto sensu*, n'en avait été qu'un moment, d'extrême intensité. Sa fin ne pouvait être assurée que par la défaite historique de l'un ou de l'autre adversaire.

Schéma de synthèse sur la Guerre froide

